

Statement

Discours

Department of
External
Affairs



Ministère des
Affaires
extérieures

89/37

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

DISCOURS DU
TRÈS HONORABLE JOE CLARK,
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES
À L'OCCASION DE L'INITIATIVE DES ONG DU COMMONWEALTH
CONCERNANT L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET LA FORMATION DE HAUT NIVEAU
DES NOIRS SUD-AFRICAINS

CANBERRA (AUSTRALIE)

Le 6 août 1989

Secretary of State
for
External Affairs

Secrétaire d'État
aux
Affaires extérieures

Canada

Monseigneur l'Archevêque,

Distingués délégués et invités,

Vous m'honorez en voulant bien m'accorder quelques minutes de votre temps en plein milieu de cette réunion excessivement productive.

Le Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth sur l'Afrique australe est sur le point d'amorcer les travaux - toujours très productifs - de sa quatrième réunion et espère puiser auprès de vous certaine inspiration et ce de deux manières.

En premier lieu, et manifestement, nous attendons avec impatience de recevoir votre rapport final afin de le communiquer aux chefs de gouvernement du Commonwealth qui doivent se réunir en octobre à Kuala Lumpur. Mais de façon plus générale, nous nous réjouissons du fait que, par votre action, vous êtes en train d'établir en Afrique australe un climat d'espoir et d'équiper le peuple de l'Afrique du Sud de sorte à ce qu'il puisse tirer le meilleur parti de la liberté que lui apportera l'abolition de l'apartheid. Notre objectif est avant tout de mettre fin à ce régime odieux, puis, à long terme, d'aider l'ensemble des Sud-Africains à créer une société durable, égalitaire, capable d'arriver à de grandes réalisations. L'enseignement et la formation professionnelle sont deux éléments essentiels afin d'y parvenir. Je suis particulièrement fier du leadership dont font preuve Ted Scott et d'autres Canadiens qui participent à vos efforts visant à assurer aux Noirs sud-africains la formation et les connaissances dont ils ont besoin. Dans un moment, je vous dirai ce que le gouvernement canadien peut faire - et a fait - dans ce sens.

Mais revenons au cadre dans lequel vous oeuvrez, la lutte contre l'apartheid. Il est important que nous soyons réalistes et que nous fassions preuve de fermeté dans le combat que nous livrons à ce système. Nul doute que de réels changements se sont produits en Afrique australe, notamment en Namibie. Nul doute non plus que des changements se produiront probablement en Afrique du Sud même, mais il ne s'agit là encore que d'un espoir, non d'une réalité. Le problème pour le Commonwealth est d'encourager tout processus de réforme authentique, tout en maintenant implacablement ses pressions pour le démantèlement de l'apartheid.

Nul ne peut prédire ce qu'apportera l'an prochain. Nous pouvons par contre identifier certains facteurs sur lesquels

nous fondons nos espérances. Par exemple, nous pouvons dire avec certitude que l'une des causes réelles des changements survenus en Afrique australe réside dans les pressions régulières et déterminées exercées par le Commonwealth, en particulier les sanctions adoptées au cours des quatre dernières années, et dans le fait que le Commonwealth soit parvenu à persuader d'autres pays influents d'adopter des mesures économiques.

Ces pressions doivent être maintenues et intensifiées tant que la preuve que l'apartheid a été démantelé ne sera pas évidente. C'est ce à quoi s'est engagé le Canada. Nous sommes engagés dans cette lutte visant à mettre fin à l'apartheid; tant que nous n'aurons pas eu gain de cause, elle sera une priorité pour notre gouvernement.

A notre avis, la preuve que l'application de sanctions est une arme efficace contre l'apartheid est concluante. Certaines mesures - en particulier les sanctions financières - sont plus efficaces que d'autres. Certains des programmes que nous avons mis en place ne seront efficaces que si d'autres grandes nations y adhèrent ou les observent. Il est cependant un facteur important à l'origine des progrès que nous avons accomplis depuis la Conférence de Nassau - le fait qu'un ensemble substantiel de mesures réalistes ait été identifié par les chefs de gouvernement du Commonwealth et systématiquement appliqué par des pays dont les pressions pourraient bien avoir des effets pratiques.

Encourager d'autres pays à élargir, resserrer et intensifier les mesures mises en place est un élément clé de cette stratégie. Les recommandations quant à la meilleure façon d'y parvenir seront examinées à la Conférence de Kuala Lumpur.

Bien entendu, le Canada a appliqué toutes les mesures adoptées par le Commonwealth et a même été au-delà. Nous estimons qu'il est important que les pays du Commonwealth se montrent fermes et intensifient leurs pressions. Aussi avons-nous, l'an dernier, étendu nos contrôles à l'exportation des produits de pointe et renforcé notre politique sur les contacts sportifs.

Il y aura toujours des Sud-Africains à l'esprit retardataire, mais ceux qui reconnaissent que des changements sont nécessaires pour permettre à leur sous-continent de réaliser son plein potentiel et qui font pression sur leur gouvernement afin qu'il poursuive des négociations qui répondront aux aspirations des Noirs sud-africains sont de plus en plus nombreux. Encore une fois, nous devons maintenir nos pressions.

Mais nous devons aussi nous attacher davantage à préparer la société qui verra le jour après l'apartheid. C'est à ce niveau que votre travail est essentiel.

En 1985, nous avons lancé la première phase du Programme d'aide à l'enseignement en faveur des Noirs sud-africains. Ce programme, de 8,2 millions de dollars, comprend quatre éléments: bourses d'études dans le pays; initiatives de petite envergure dans les domaines comme l'éducation des adultes et les nouvelles formes d'enseignement; formation syndicale; enfin programme de bourses d'études au Canada. C'est le Fonds spécial de l'Afrique pour l'enseignement, présidé par l'archevêque Scott, qui s'occupe de ce programme.

Je suis heureux d'annoncer aujourd'hui que le Canada consacrera 14,7 millions de dollars à la deuxième phase du programme d'aide à l'enseignement. L'accent sera placé sur la formation professionnelle des Noirs sud-africains dans les domaines essentiels, sur la promotion de liens plus étroits entre les Canadiens et les Sud-Africains qui oeuvrent ensemble pour une Afrique du Sud démocratique, ainsi que sur les autres efforts du gouvernement canadien en vue d'encourager l'apport de changements significatifs en Afrique du Sud. Une attention spéciale sera accordée à la promotion des droits de l'homme, au rôle de la femme, et à la défense des intérêts des Noirs dans les secteurs stratégiques de l'économie.

Nous avons été heureux de financer, dans le cadre de nos efforts en vue de venir en aide aux victimes de l'apartheid, l'étude de faisabilité - décidée à la réunion des ministres des Affaires étrangères à Toronto - de l'initiative dans laquelle vous vous trouvez engagés. Je suis encouragé d'apprendre que cette initiative a été appuyée au sein du Commonwealth par le Secrétariat, le gouvernement australien et bien d'autres gouvernements d'Afrique et des Caraïbes.

A mon avis, ce programme d'enseignement supérieur et de formation de haut niveau des Noirs sud-africains, mis en place par les ONG du Commonwealth, comporte deux aspects clés. Non seulement, il atteint effectivement des Noirs en Afrique du Sud, mais il atteint et engage aussi la participation des institutions et des gouvernements qui, autrement, n'auraient pas proposé leur aide.

Au Canada, les gouvernements locaux, les syndicats, les universités et autres institutions se sont montrés à la hauteur, mettant leur expérience au service des Noirs sud-africains et leur offrant des possibilités en matière d'enseignement. Cela a servi d'exemple à de nombreux Canadiens ordinaires qui ont à leur tour appuyé les mesures canadiennes prises contre l'apartheid. La fourniture d'une

aide financière et d'une aide en nature peut permettre d'élargir la base de la participation du Commonwealth, et d'appuyer ainsi les mesures prises par ce dernier.

Il est par ailleurs important de souligner le lien entre la promotion de l'enseignement et de la formation professionnelle des Noirs sud-africains et les efforts déployés pour favoriser le changement. La formation à l'étranger est orientée vers les besoins de l'Afrique du Sud et des personnes exilées. L'appui fourni grâce à la formation aux personnes travaillant pour des organisations communautaires, des groupes professionnels et des syndicats accroît la capacité des Noirs de faire des pressions internes en faveur d'un changement.

Le Canada a mis en place d'autres programmes, dont un important fonds destiné à promouvoir entre les Sud-Africains le dialogue à propos d'un avenir non racial, et un programme pour contrecarrer la propagande et la censure sud-africaines.

Nous sommes tous engagés dans cette lutte et nous le demeurerons, Nous continuerons à accorder des fonds, à mettre en oeuvre des programmes, à faire pression et à apporter notre aide. Nous comprenons l'importance du leadership que le Canada exerce à l'égard de toutes ces questions et notre gouvernement est honoré de travailler en étroite collaboration avec Ted Scott, Lord Chitnis et avec vous tous.